

bien à nous qu'à ses membres régionaux.

Il est aujourd'hui universellement admis que le développement et le commerce vont de pair. Ce lien m'est apparu encore plus clairement lors de l'ouverture de la Troisième conférence de la CNUCED qui a eu lieu le mois dernier à Santiago et à laquelle j'ai eu le privilège de représenter le gouvernement canadien. C'est un lien que les Canadiens apprécient car les exportations constituent à elles seules, près du quart de leur produit national brut.

Le Canada s'efforce de tenir compte de la nécessité croissante où sont les pays en voie de développement d'élargir le champ de leurs exportations. J'ose dire que le marché canadien est aussi ouvert que celui de n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Nous préconisons la libéralisation du commerce des produits tropicaux et d'autres produits primaires et nous sommes en faveur également d'une réduction substantielle de toutes les barrières qui font obstacle au commerce mondial.

Nous entretenons des liens commerciaux étroits et mutuellement satisfaisants avec tous les pays de notre hémisphère. Nous nous efforçons de veiller à ce que nos accords reflètent l'évolution qui se poursuit sans cesse et l'on peut citer en exemple de ce souci le nouvel accord commercial que nous avons conclu l'an dernier avec la Colombie. Nous sommes parties à un grand nombre d'accords internationaux sur les produits de base, notamment ceux qui réglementent le commerce du café et du sucre, dont l'importance et l'intérêt sont considérables pour les pays de l'Amérique latine et des Antilles.

Nous sommes engagés dans la mise en application rapide du système de préférences généralisé en faveur des pays en voie de développement. Nous avons également conscience qu'un mode de commerce présentant des déséquilibres importants et persistants est une source de préoccupations pour nombre de nos partenaires commerciaux de l'hémisphère. Nous essayons de tenir compte de ces préoccupations en finançant des études visant à aider les pays intéressés à découvrir les nouvelles possibilités de débouchés que leur offre le marché canadien. Des études de ce genre ont été réalisées pour le compte des gouvernements du Mexique et du Brésil. Nous espérons que l'association plus étroite qui unit implicitement le Canada et les autres pays de l'hémisphère, du fait de notre participation aux travaux de la Banque, nous ouvrira des chemins nouveaux et mutuellement profitables permettant de soumettre le commerce aux exigences du développement.

L'oeuvre de la Banque, Monsieur le président, est de réaliser le développement et c'est en tant que partenaire dans cette oeuvre que le Canada a choisi d'en devenir membre à part